

Alerte aux résistants

Au fur et à mesure qu'avec les canons des armées alliées se sont éloignés aussi le danger, le péril qui faisait notre union, la présence de l'occupant qui faisait notre tâche, dans l'allégresse de la libération et l'éloignement de la bataille, s'en est allée aussi un peu de cette union et notre devoir immédiat a pu nous paraître différent.

Et voici déjà que, profitant de ce répit et de notre relâchement reparaissent les pouvoirs occultes, les combinaisons secrètes, les listes toutes faites, les chefs imposés. On se distribue des places dans des réunions à Comité restreint. On fait admettre les amis de nos amis et fort de ce nouvel appui on va pouvoir parler plus haut. On intimide les faibles ou les indifférents, on menace... anonymement les adversaires. On s'oppose des noms de martyrs ou on les habille de son étiquette.

Se reposant sur la certitude de la victoire alliée on reprend des habitudes politiciennes. On se laisse aller au jeu des anciens partis. On escompte, pour arriver, la lassitude générale. On provoque, pour l'exploiter ensuite, le mécontentement. On annonce de fausses nouvelles, quitte à les démentir... quand toutefois on y consent.

Il est temps que cela finisse. Ce n'est point pour cela que nous avons combattu, que nos amis ont souffert et sont morts. Ce n'est pas pour cela que la Nation entière a supporté quatre ans d'occupation, que nos ouvriers ont été déportés, que nos jeunes gens ont passé tout un hiver dans nos montagnes, que des milliers de nos soldats ont tout risqué pour rejoindre le Général De Gaulle, que nos enfants ont eu faim, qu'ils ont été mal vêtus et mal chaussés !.

Si la première partie de notre tâche était de chasser l'envahisseur, nous n'étions pas moins d'accord et unis sur la nécessité de la seconde.

C'était de construire avec tous les Français une République humaine et juste, qui ne fut plus celle des camarades, des combinaisons et des chantages, mais celle où le mérite, la compétence, le désintéressement trouveraient leur place, qui est la première.

Une République sociale, c'est-à-dire qui soit à la mesure de l'homme et qui ne soit pas qu'un titre sur une affiche mais une réalité concrète, qui nous libère réellement des puissances d'argent, des sociétés anonymes, de l'irresponsabilité et qui avant de songer au profit satisfasse les besoins essentiels de la famille humaine.

Une République démocratique, c'est-à-dire où chacun soit libre d'exprimer et de défendre ses idées sans que sa voix soit étouffée et sans que, pour pouvoir parler, il faille faire acte d'allégeance à un parti, à un comité ou à un syndicat.

Nous sommes plus que jamais décidés à faire triompher cet idéal. Assez de buts nous unissent qu'il nous faut maintenant réaliser pour que nous fassions taire autour de nous les facteurs de division et rappelions à l'ordre ceux qui ont cru pouvoir faire des cadavres de nos martyrs le tremplin de leur ambition ou de leurs appétits personnels.

P R